



Délégation pour les relations avec les pays du Mercosur

**Intervention de Rui Faria da Cunha,
Directeur exécutif de *Brazilian Business Affairs*
Bruxelles, le 01.02.11**

Monsieur le Vice-président de la délégation pour les relations avec les pays du Mercosur du Parlement européen, le député **Nuno Melo**;

Monsieur l'Ambassadeur du Paraguay près l'Union européenne, Son Excellence **Mário Sandoval**;

Monsieur le Directeur général pour les Amériques du Service européen pour l'action extérieure, **Christian Leffler**;

Monsieur le Directeur général adjoint de la DG Commerce de la Commission européenne, **João Aguiar Machado**;

Monsieur le Directeur des relations internationales de Business Europe, **Adrian van den Hoven**;

Mesdames et Messieurs les **membres de la délégation** pour les relations avec les pays du Mercosur;

Mesdames et Messieurs les **membres du Parlement européen**;

Mesdames et Messieurs.

C'est pour moi un plaisir et un honneur de pouvoir présenter aux membres de la délégation du Parlement européen le point de vue de l'industrie brésilienne sur l'état d'avancement des négociations en vue de la conclusion de l'accord d'association Union européenne-Mercosur.

Brazilian Business Affairs (BBA) - la voix de l'industrie brésilienne auprès de l'Union européenne

Le BBA, un bureau de représentation et de défense des intérêts de l'industrie brésilienne auprès de l'Union européenne, s'est installé à Bruxelles en juin 2010 à l'initiative de deux organisations brésiliennes:

- la Confédération nationale de l'industrie (Confederação Nacional da Indústria, CNI), créée en 1938, est une organisation qui chapeaute les vingt-sept fédérations d'industries existant

dans les différents États et au niveau fédéral, lesquelles représentent plus de mille syndicats patronaux et plus de cent mille entreprises.

- l'Agence brésilienne de promotion des exportations et des investissements (Agência Brasileira de Promoção de Exportações e Investimentos, Apex-Brasil), créée en 2003, est une agence du gouvernement brésilien qui soutient l'internationalisation des entreprises brésiennes à tous les niveaux, tout en cherchant à attirer des investissements étrangers dans le pays.

La mission conférée par l'industrie brésilienne au BBA couvre notamment, outre le suivi des négociations de l'accord d'association UE-Mercosur, des thèmes tels ceux de l'énergie et du changement climatique, de la concurrence et des aides d'État, des règles d'origine et du système de préférences généralisées.

Le BBA a pour objectif, à travers le dialogue et la coopération qu'il entend établir avec les institutions de l'Union européenne et des organisations sœurs, de rapprocher l'industrie brésilienne du marché européen, en promouvant et en facilitant le commerce bilatéral entre le Brésil et l'Union européenne.

Accord d'Association UE-Mercosur - historique et nouveau scénario

Après avoir attendu pendant plusieurs mois l'éventuelle relance des négociations d'un accord d'association entre le Mercosur et l'Union européenne, l'industrie brésilienne a accueilli la reprise des négociations entre le Mercosur et l'Union européenne avec un sentiment de satisfaction mêlé d'inquiétude.

Les négociations pour la formation d'une zone de libre-échange entre les deux blocs figurent à l'agenda de la politique commerciale brésilienne depuis un peu plus de dix ans et ont été lancées lors du sommet Union européenne-Amérique latine et Caraïbes, à Rio de Janeiro, en 1999. En 2004, nous étions très proches de conclure cet accord. Certaines divergences portant sur des secteurs clés pour les deux parties se sont toutefois avérées impossibles à surmonter. Pour de nombreux secteurs de l'économie brésilienne, un accord ambitieux permettrait d'améliorer considérablement les conditions d'accès aux marchés européens.

Outre les difficultés inhérentes à la conclusion d'un accord ambitieux, la modification de la scène économique survenue ces dernières années dans les deux blocs a affecté leurs perspectives d'intégration birégionale.

Le Mercosur s'est avéré mieux préparé à la crise qu'il ne l'avait été par le passé. Au Brésil, par exemple, avec des comptes extérieurs et fiscaux stabilisés, nous avons pu adopter des mesures anticycliques qui nous ont permis de relancer la croissance sans compromettre la stabilité économique.

Forts d'économies en croissance, d'une stabilité des prix et de politiques monétaires flexibles, il nous faut à présent améliorer les conditions d'accès aux marchés internationaux pour garantir que la croissance de nos exportations suive le rythme de l'augmentation des importations. Dans le cas contraire, nos comptes extérieurs se trouveraient une nouvelle fois en difficulté.

Contribution du secteur privé aux négociations

Pendant toutes ces années, les entrepreneurs du Mercosur et de l'Union européenne ont cherché à influencer le processus de négociation à ses différents niveaux: national, régional et birégional.

Au niveau birégional, le *Mercosur-EU Business Forum* (MEBF), un mécanisme de dialogue

d'entreprises visant à promouvoir le libre-échange entre les deux blocs et à positionner le secteur privé dans le cadre des négociations d'un accord de libre-échange, a vu le jour il y a dix ans. Le MEBF élabore des propositions conjointes destinées à aider les négociateurs de l'accord birégional.

Depuis 1999, ce Forum formule et émet des recommandations spécifiques sur toutes les questions clés des négociations. Au cours de ce processus, des représentants d'entreprises des deux parties ont été capables de surmonter leurs divergences pour adopter des recommandations conjointes dans divers domaines, tels que: la libéralisation tarifaire, les barrières non tarifaires, le traitement spécial et différencié, les règles d'origine, les services, les investissements, les marchés publics, etc.

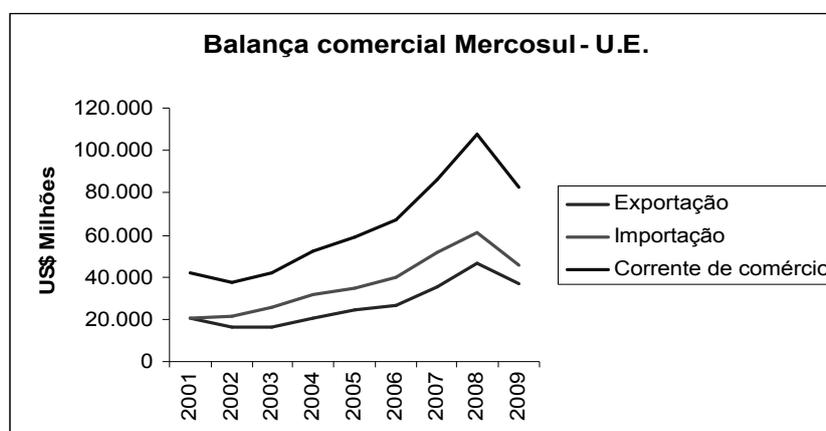
Plus récemment, à l'occasion du cycle de négociations UE-Mercosur qui s'est tenu à Bruxelles, en octobre 2010, le BBA et Business Europe ont coordonné leurs efforts pour promouvoir une réunion informelle entre les négociateurs en chef et des représentants de l'industrie des deux blocs, une initiative qui se renouvèlera lors du cycle de mars 2011.

À la fin de cette rencontre, le BBA et Business Europe ont émis un communiqué de presse conjoint précisant qu'ils s'engageaient à soutenir les négociations de façon continue et constructive.

Scénario macroéconomique

Balance commerciale Mercosur-UE

Il ne fait aucun doute que le marché européen revêt une importance majeure pour le Mercosur. Le flux des échanges entre ces deux blocs a enregistré une croissance ininterrompue de 2003 à 2008, avant de chuter à la suite de la crise. Le solde de la balance commerciale reste négatif depuis 2002, ce qui indique que la croissance des importations dépasse celle des exportations. En 2009, le déficit atteignait plus de 8 milliards de dollars.



Fonte: UNCTAD

Balança comercial Mercosul - U.E.				
Ano	Exportação	Importação	Saldo	Corrente de comércio
1996	23.311	18.911	4.399	42.222
1997	27.078	20.105	6.973	47.183
1998	28.068	20.834	7.234	48.903
1999	24.356	19.760	4.596	44.115
2000	21.390	20.645	745	42.035
2001	20.943	20.717	226	41.660
2002	16.124	21.481	-5.357	37.605
2003	16.332	25.535	-9.204	41.867
2004	20.825	31.724	-10.899	52.550
2005	24.352	34.681	-10.329	59.033
2006	26.772	40.031	-13.259	66.803
2007	35.083	51.406	-16.323	86.489
2008	46.484	61.115	-14.630	107.599
2009	37.175	45.377	-8.201	82.552

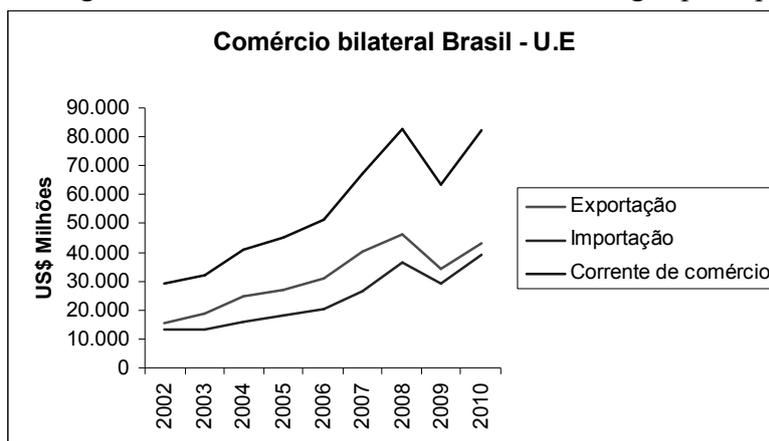
Fonte: UNCTAD
US\$ Milhões

*[Balance commerciale Mercosur – UE
Millions de dollars
Exportations, Importations, Flux des échanges
Source: CNUCED]*

*[Balance commerciale Mercosur – UE
Année, Exportations, Importations, Solde, Flux des échanges
Source: CNUCED
Millions de dollars]*

Balance commerciale Brésil-UE

Le poids de l'Union européenne dans les relations commerciales du Brésil est particulièrement significatif. En 2010, l'UE totalisait 21,4 % des échanges du Brésil (en comptant les exportations et les importations), pour un montant de 82,2 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 30 % de la valeur des échanges par rapport à 2009.



Fonte: MDIC

*[Commerce bilatéral Brésil – UE
Millions de dollars]*

Exportations, Importations, Flux des échanges
Source: MDIC]

Le solde de la balance commerciale reste positif, autour de 4 milliards de dollars, même s'il a baissé par rapport à 2009. Les exportations brésiliennes à destination de l'UE ont augmenté de 26,7 % par rapport à l'année passée, tandis que les importations ont augmenté de 33,9 %. Cette différence entre les taux de croissance finit par affecter le solde commercial brésilien.

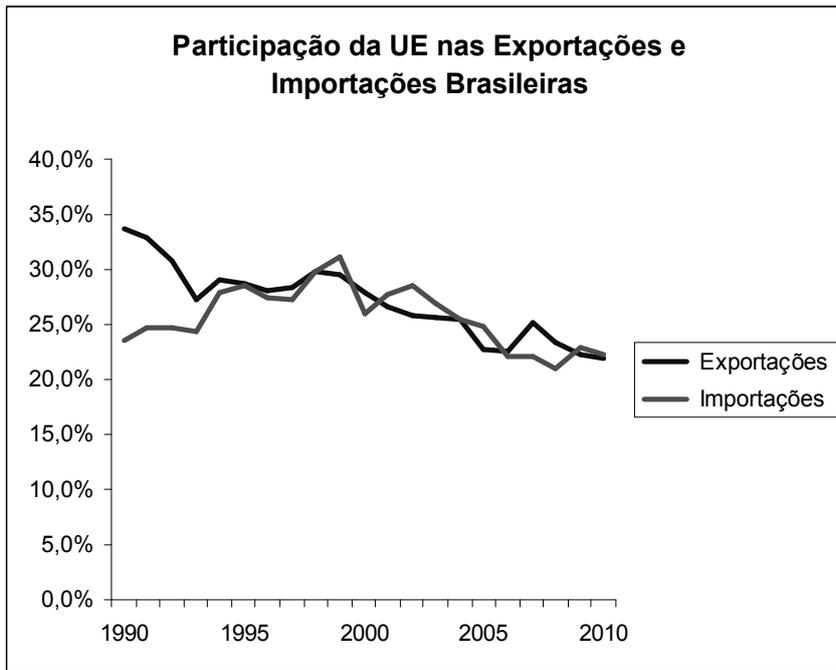
Balança comercial Brasil - U.E						
Ano	Exportação		Importação		Saldo comercial	Corrente de comércio
	US\$ FOB	Part. %	US\$ FOB	Part. %		
2002	15.609	25,83	13.496	28,57	2.113	29.105
2003	18.816	25,7	13.053	27,01	5.763	31.870
2004	24.676	25,52	15.990	25,45	8.686	40.666
2005	27.039	22,81	18.236	24,78	8.804	45.275
2006	31.045	22,53	20.203	22,12	10.842	51.248
2007	40.428	25,17	26.734	22,16	13.694	67.162
2008	46.395	23,44	36.179	20,91	10.217	82.574
2009	34.037	22,25	29.224	22,88	4.813	63.260
2010	43.135	21,93	39.121	22,24	4.013	82.256

Valores em US\$ Milhões

Fonte: MDIC

[Balance commerciale Brésil-UE
Exportations – Importations – Solde commercial - Flux des échanges
Année - US\$ FOB - % - US\$ FOB - %
Montants en millions de dollars
Source: MDIC]

Malgré l'augmentation de la valeur des échanges bilatéraux, la participation de l'UE au commerce du Brésil tend à diminuer ces dernières années. La participation européenne aux importations brésiliennes baisse presque continuellement depuis 2000, seules ces deux dernières années affichant une légère tendance à la hausse. La participation de l'UE aux exportations brésiliennes enregistre la même tendance, mais plus accentuée, à l'exception de quelques pics de reprise. Par rapport à 1990, la part de l'UE a baissé de plus de 10 %.

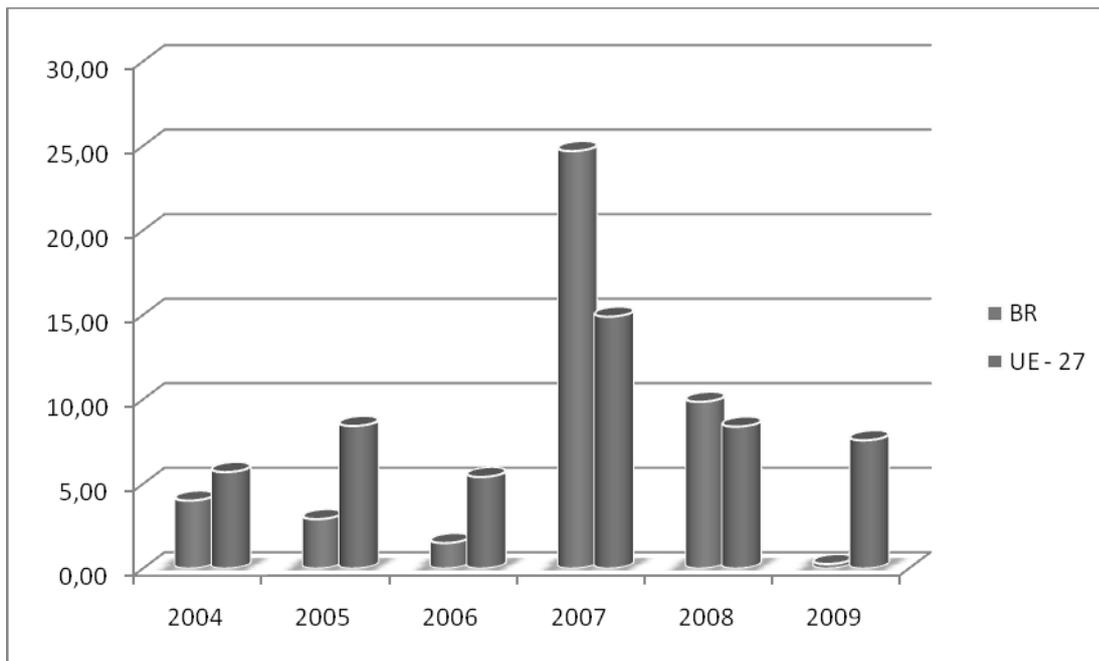


*[Participation de l'UE aux exportations et importations brésiliennes
Exportations – Importations
Source: MDIC]*

Investissements directs UE-Brésil

L'Union européenne est le bloc le plus important pour les investissements directs au Brésil. En 2009, 54,2 % de l'ensemble des investissements au Brésil provenaient de l'UE. Même si la valeur nominale de 2009 est moindre que celle de l'année précédente, la participation européenne a augmenté de 6,1 % durant cette période.

De plus en plus d'investissements directs brésiliens ont l'Union européenne pour destination.



Valeurs en millions d'euros
Source: DG Commerce

Les défis

Selon l'étude sur l'évaluation de l'incidence de la durabilité du commerce (SIA, en anglais), réalisée à la demande de la Commission européenne, l'incidence économique d'un accord de libre-échange devrait s'avérer positive tant pour l'UE que pour les pays du Mercosur. Au sein de l'UE, les plus grands bénéficiaires seraient les secteurs des produits manufacturés et des services. Toutefois, il apparaît que l'agriculture devra faire face à certains frais d'ajustement, qui pourraient être atténués moyennant des périodes de transition adéquates.

Un accord garantissant une amélioration effective de l'accès aux marchés pour les biens et les services du Mercosur et améliorant la prévisibilité pour les affaires et les investissements contribuera à alimenter notre croissance dans les prochaines années.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas fermer la porte à de meilleures conditions d'accès au marché européen pour des produits pour lesquels nous avons des avantages comparatifs incontestables, comme les produits du secteur agro-industriel. D'autre part, le Mercosur n'a pas encore mis en œuvre des accords commerciaux ambitieux avec des économies de grande envergure. Cela signifie qu'un accord birégional donnera un accès préférentiel significatif aux exportateurs européens.

Il est courant, lorsque l'on évoque les négociations avec le Mercosur, d'établir un parallèle avec les accords conclus récemment par l'Union européenne avec d'autres partenaires commerciaux. Les accords que l'Europe a négociés avec d'autres pays latino-américains ou avec la Corée du Sud ne sont toutefois pas comparables. Les structures des avantages comparatifs et concurrentiels qui régissent les flux commerciaux diffèrent considérablement d'un cas à l'autre. Les accords commerciaux ne peuvent ignorer les caractéristiques structurelles des économies concernées.

Il importe de souligner que la reprise des négociations, à l'heure où la crise de l'euro tend à s'aggraver et où les économies européennes risquent de tourner au ralenti pendant plusieurs années, génère une certaine inquiétude dans de nombreux secteurs de l'industrie brésilienne.

L'objectif annoncé par les autorités européennes de conclure l'accord **à brève échéance** est plus préoccupant encore .

Dans une lettre adressée au ministre Celso Amorim en juillet 2010, la Confédération nationale de l'industrie a identifié une série de facteurs conjoncturels fondamentaux qui influenceront les effets de cet accord sur la croissance des flux commerciaux et sur la compétitivité des secteurs industriels brésiliens, à savoir:

1. **Le taux de change:** la tendance à l'appréciation de la monnaie brésilienne, qui se manifeste depuis le milieu de l'année dernière, s'ajoute à la forte dégradation, depuis mai 2010, des conditions macroéconomiques européennes, qui ont conduit à une importante dépréciation de l'euro. Ce double phénomène a induit une chute importante des profits des exportateurs brésiliens qui vendent leurs produits sur le marché européen, tandis que les produits européens ont gagné en compétitivité sur le marché brésilien.

2. **Incertitude quant à l'avenir de l'euro:** même si le bloc européen finira par surmonter la crise actuelle, des doutes importants subsistent quant à l'avenir de la monnaie européenne. Les conséquences de cette crise pourraient avoir des effets importants sur les conditions d'affaires au sein du bloc européen, affectant les stratégies des entreprises brésiliennes.

3. **Tendances divergentes dans les croissances des marchés:** tandis que l'économie brésilienne présente les taux de croissance les plus élevés de ces trois dernières décennies, les économies du bloc européen font face à un important ralentissement de leur activité économique. En effet, récemment, plusieurs pays européens ont dévoilé des plans d'austérité prévoyant de profondes coupes budgétaires dans les dépenses publiques, ce qui augure une longue période de croissance limitée pour ces économies.

Ces évolutions divergentes conduiront à une augmentation significative du taux de croissance des importations brésiliennes de produits européens - tendance qui s'observe déjà actuellement - sans que les ventes brésiliennes sur le marché européen ne puissent quant à elles réellement progresser.

4. **Politiques intérieures divergentes d'aide à la production:** tandis que le bloc européen continue de soutenir la production agricole à l'aide d'importantes subventions à la production intérieure et qu'il a adopté divers programmes d'incitation à la production industrielle depuis l'éclosion de la crise économique en 2008, le gouvernement brésilien a annoncé un programme d'aide aux exportations, qualifié de très timide par la majorité des entrepreneurs brésiliens. La majorité des mesures composant le paquet dévoilé fin avril n'a pas encore été mise en œuvre. Le plus gros problème est toutefois que le paquet en question ne résout pas le principal problème qu'il est désormais convenu d'appeler le «Coût Brésil» pour les exportateurs, à savoir le remboursement des crédits fiscaux aux exportations. Il s'agit d'un droit constitutionnel capital pour garantir des conditions de concurrence équitables sur les marchés internationaux.

L'impasse sur des thèmes tels que la propriété intellectuelle, les marchés publics, les règles d'origine et l'accès à des marchés de produits agricoles peuvent aussi compliquer la conclusion de l'accord.

Conclusion

Malgré ces défis, à l'heure où la scène internationale se réorganise, il est crucial pour ces deux régions – le Mercosur et l'Union européenne – de consolider leur partenariat afin de faire face à des incertitudes, telles que l'influence croissante de la Chine dans le commerce et les investissements en Amérique du Sud. Un accord de libre-échange ambitieux et équilibré, capable de contribuer à la croissance économique et au bien-être de nos sociétés, est donc nécessaire.

L'industrie brésilienne soutient les négociations pour la formation d'une zone de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne. Elle considère néanmoins que la conjoncture économique en Europe impose une certaine prudence et que tout accord de libéralisation commerciale important doit envisager la nécessité de résoudre les problèmes de politique intérieure, qui continuent de nuire sérieusement aux exportateurs brésiliens. Elle estime par ailleurs essentiel de s'assurer que l'objectif consistant à conclure l'accord à brève échéance ne nuise pas aux résultats de la négociation.